

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 09 avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUD ENGRAIS DISTRIBUTION**

Zone portuaire des Ségonnaux  
13200 Arles

Références : D-00215-2025/LRAR N°2C 182 118 3804 6  
Code AIOT : 0006401883

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2025 dans l'établissement SUD ENGRAIS DISTRIBUTION implanté Zone portuaire des Ségonnaux 13104 Arles. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Plusieurs évènements accidentels récents ont fait apparaître une problématique associée à la gestion de pertes d'électricité, et au défaut ou au manque de secours visant à pallier cette perte :

- À l'occasion d'évènements d'ampleurs, tels que tempêtes, lors desquels l'autonomie des dispositifs de secours n'ont pas permis de pallier la durée de coupure et ont conduit à des défaillances d'équipements de sécurité ;
- À l'occasion d'évènements particuliers de pertes électriques (défaillance), qui ont mis en évidence des défauts de préparation ou de maintenance des dispositifs de secours.

Dans ce contexte, une action nationale visant à contrôler l'effectivité et la pertinence des mesures prévues pour pallier de telles défaillances est déclinée en région PACA.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUD ENGRAIS DISTRIBUTION
- Zone portuaire des Ségonnaux 13104 Arles
- Code AIOT : 0006401883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Sud Engrais Distribution a pour spécialité la préparation et la commercialisation d'engrais de spécialité. L'entreprise emploie 30 salariés. L'installation est classée sous le régime de l'autorisation (Seveso seuil bas ) pour la rubrique 4702 I-II-IIIb (engrais solides).

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 'pertes d'utilités'

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En cas de perte électrique, les activités du site sont à l'arrêt ainsi que le personnel. Dans ce cas-là, un contrôle manuel des températures est effectué selon une instruction définie.

L'exploitant doit :

- veiller à formaliser la formation du personnel aux consignes de sécurité (actuellement la formation est sous forme de compagnonnage),

- proposer une gestion de son site en dehors des heures de travail et en cas de coupure électrique prolongée afin de garantir la sécurité du site en cas d'incendie ou d'intrusion,
- justifier de l'autonomie et de la maintenance de l'onduleur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a identifié les utilités nécessaires à l'alimentation en énergie du site (les utilités sont décrites dans son étude de danger : EDD). En séance, il a montré un plan du site avec le réseau d'eau. Pour le réseau électrique, l'exploitant a informé l'inspection qu'il dispose des schémas électriques réglementaires.</p> <p>L'énergie principale du site est l'électricité pour l'alimentation :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. des systèmes automatisés : ligne de mise en big-bag Nord et Sud (ligne d'ensachage des engrais), station de mélange et ligne de palettisation,</li> <li>2. de la centrale incendie.</li> </ol> <p>Le site est alimenté via une ligne HTB de 20 000 volts vers un poste électrique et un transformateur permet d'abaisser la tension à 380 volts (24 volts pour les systèmes automatisés).</p> <p>L'exploitant précise également qu'hors des périodes de travail, l'électricité générale est coupée sauf pour les organes de surveillance et de sécurité. Post inspection, une fiche intitulée « Zoom-La coupure générale d'électricité du site » a été transmise le 28/03/2025.</p> <p>En cas de coupure électrique, l'exploitation du site s'arrête complètement sans risques particuliers identifiés (fail-safe mode). En effet, il n'y a pas sur ce site de mise en sécurité particulière, ni</p>

d'effets cascades en cas de coupure électrique. Par ailleurs, l'exploitant précise que la perte électrique ne fait pas partie des scénarios retenus dans son EDD.

La centrale incendie gère les systèmes de détection incendie et la fermeture du site (portes et portails). Elle reste opérationnelle en cas de perte électrique grâce à la présence d'un onduleur. En cas de situation non conforme telle que la perte électrique ou l'intrusion, la centrale incendie renvoie sur le portable d'astreinte les alarmes idoines.

Par ailleurs, l'exploitant précise que la température de la zone de stockage en vrac des engrais à base de nitrate d'ammonium est contrôlée par une sonde de mesure. En cas de coupure électrique, l'exploitant dispose dans une instruction (IEN5103D) d'un paragraphe intitulé « mode dégradé » qui précise que les relevés de températures s'effectuent manuellement, toutes les 2 heures, à l'aide d'un thermomètre infrarouge et que les données sont consignées dans un registre intitulé « *Suivi des températures des engrais en mode dégradé (FEN510300)* ». En séance, un modèle de registre a été montré à l'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant confirme qu'il dispose d'un point d'entrée chez son fournisseur d'électricité y compris lors d'astreinte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes

### **Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

### **Constats :**

L'activité du site ne nécessite pas de mise en sécurité particulière en cas de perte électrique. Seule le contrôle manuel des températures de la zone de stockage des engrais à base de nitrate d'ammonium est à effectuer (instruction IEN5103D).

Hors des périodes de travail, il n'y a pas de gardien sur site mais une société de surveillance est mandatée par l'exploitant et elle appelle la personne d'astreinte si une alarme se déclenche.

L'exploitant dispose d'une procédure référencée PEN470C et nommée « *Procédure d'identification et de réponse aux situations d'urgence* » qui identifie les situations d'urgence potentielles et les accidents potentiels qui peuvent avoir un ou des impacts majeurs sur l'environnement, ainsi que les modalités de réponse à ces situations.

Le site ne dispose pas de système de sprinklage, mais il dispose d'extincteurs, d'un RIA sur son site et de 3 poteaux incendie. Ces 2 derniers moyens de défense n'ont pas besoin d'électricité pour fonctionner.

Sur le terrain, le personnel n'a pas pu être interrogé sur la connaissance de l'instruction (IEN5103D) car le jour de l'inspection (un vendredi) est un jour de nettoyage hebdomadaire à l'eau et les quelques opérateurs présents n'étaient pas disponibles. Lors du contrôle terrain, la sonde de température a été visualisée ainsi que la centrale incendie et l'onduleur.

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un électricien sur son site que l'inspection a rencontré le jour de la visite.

Concernant la formation des agents sur l'instruction IEN5103D et la procédure PEN470C, l'exploitant ne dispose pas de documents attestant de la formation de son personnel. En effet, la formation du personnel se fait sous forme de compagnonnage et des rappels réguliers sont effectués lors des points quotidiens de début de poste. Post-inspection, l'exploitant s'est engagé à formaliser la formation de ces agents aux différentes procédures et instructions du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit formaliser la formation du personnel aux consignes de sécurité du site, notamment la procédure PEN470C et l'instruction IEN5103D.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Article 56

Utilités.

[...]

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

#### **Constats :**

En cas de perte électrique, la centrale incendie et donc l'alarme intrusion du site ainsi que la mémoire des automates (pour les pesées) disposent d'un onduleur comme alimentation de secours électrique.

L'exploitant a précisé que l'autonomie de l'onduleur est de 2h00.

L'inspection a interrogé l'exploitant sur les modalités prévues au-delà de 2h00 d'autonomie de l'onduleur, en dehors des heures de travail. Ce dernier a indiqué ne pas y avoir réfléchi car il n'a pas connu de telle coupure. Toutefois, il s'engage à détailler ce point avec son contrat de surveillance du site pour éventuellement mettre en place en dehors des heures de travail une surveillance en cas d'arrêt de l'onduleur, c'est-à-dire au-delà des 2h00 d'autonomie.

Sur le terrain, la centrale incendie et l'onduleur ont été visualisés. Ils sont situés dans un local fermé à l'abri des intempéries.

La centrale incendie a été vérifiée par MONDIALFEU. Le rapport de vérification a été contrôlé post inspection (cf point de contrôle n°4).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**En cas de coupure électrique prolongée (plus de 2 heures) et dès que l'onduleur n'est plus opérationnel, l'exploitant doit proposer une gestion de son site en dehors des heures de travail afin de garantir la sécurité du site en cas d'incendie ou d'intrusion.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Maintenance et test
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010  Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a montré en séance un tableau de suivi des contrôles périodiques et réglementaires (planification sur une année avec les vérifications mensuelles à réaliser).</p> <p>L'inspection a contrôlé le certificat Q18 (vérification complète des installations électriques de l'établissement) réalisé le 02/01/2025 (intervention du 20/12/2024) par l'APAVE (rapport n° 13693413-001-1). En conclusion, l'APAVE déclare que « <i>l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion</i> ». En effet, le rapport fait état :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Tableau: coffret vestiaires : dysfonctionnement du dispositif différentiel (déclenchement en dehors des valeurs admissibles) - Amélioration proposée : à remplacer par un modèle équivalent.</i></li> <li>• <i>Tableau général basse tension (Tour SN250N) : Changement de section sur départ disjoncteur et à l'arrivée de l'armoire alimentée depuis ce disjoncteur - Amélioration proposée : justifier le choix des réglages par des notes de calculs.</i></li> </ul> <p>L'électricien dédié au site a expliqué à l'inspection avoir procédé au remplacement du dispositif différentiel dans le coffret vestiaires. Sur le terrain, l'inspection a pu voir que le dispositif remplacé est neuf. Et post-inspection, l'exploitant a transmis la facture n°182952 de fournitures électriques NEGOWATT en date du 17/12/2024 qui mentionne notamment l'achat de ce dispositif.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a également transmis les notes de calcul réalisées par Nexans et référencées 01272238.</p>



Concernant la vérification de la centrale incendie, l'exploitant a transmis post-inspection le rapport effectué par MONDIALFEU le 31/10/2024 et qui atteste de la fonctionnalité de l'équipement (rapport de vérification SSI sous conformité Q17). Dans le cadre de cette vérification, les batteries ont été contrôlées.

Concernant l'onduleur, l'exploitant doit justifier de son autonomie et sa maintenance.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit justifier de l'autonomie et de la maintenance de l'onduleur.**

**Type de suites proposées :** Sans suite